

# EVALUATION FINALE DU PROJET CONJOINT

« Femmes, Arbres de Paix :  
Pionnières de la gouvernance  
locale inclusive en République  
Centrafricaines (RCA) »

Evaluation brief



Au service  
des peuples  
et des nations

ONU  
FEMMES



*Nous remercions Yong CHEN, le Volontaire en ligne des Nations, pour la conception de cette Publication*

## Objet de l'évaluation

Le projet conjoint "Femmes, Arbres de Paix : Pionnières de la gouvernance locale inclusive en République Centrafricaine" constitue l'objet de cette évaluation. Il a été exécuté sur une période de 24 mois dans 30 communes réparties dans les 06 Préfectures notamment la capitale Bangui, Ouaka (Bambari), Kémo (Sibut), Haute-Kotto (Bria), Nana-Gribizi (KagaBandoro) et Ouham (Bossangoa). Le projet avait pour objectifs de soutenir les avancées genres du projet du code électoral pour permettre une amélioration de la participation politique des femmes, favoriser l'inscription massive des femmes en âge de voter (18+) sur les listes électorales et une meilleure compréhension des enjeux de la participation politique des femmes, et appuyer le renforcement des capacités et aptitudes des femmes potentielles candidates aux élections législatives et municipales et créer une chaîne de solidarité communautaire autour des candidatures féminines. La logique d'intervention du projet s'aligne sur trois stratégies décrites dans la section 2 et sur le cadre de résultats du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PNUAD 2018-2021) pour la RCA et les priorités du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA).

## Les acteurs impliqués

Les parties prenantes sont composées des agences ONU Femmes et le PNUD, et des partenaires de mise en œuvre notamment Planète Femmes Centrafrique (PFC), l'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA), Children's Life in Rural Area (CLIRA) et le Réseau pour le Leadership de la Femme en Centrafrique (RELEFCA). Les associations féminines, les OSC œuvrant sur les questions de genre, les partis politiques, les cadres féminins de partis politiques, les autorités administratives et politiques compétentes sur les questions électorales et promotion de la femme, leaders communautaires et religieux ainsi que les professionnels de médias sont des bénéficiaires du projet. Il a été financé par le Bureau des Nations Unies d'Appui à la Consolidation de la Paix (PBSO) à travers le Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) à hauteur de 1 500 000 USD.

## But, objectifs et portée de l'évaluation

L'évaluation avait pour but de déterminer la contribution du projet à la consolidation de la paix en RCA. Son objectif principal était d'identifier les forces et faiblesses de mise en œuvre du projet tout en générant des connaissances substantielles basées sur des faits et identifier tous résultats inattendus et fournir des recommandations constructives en vue de rendre durables les réalisations du projet. Plus spécifiquement, l'évaluation vise à déterminer le degré de réalisation des résultats (produits et effets) du projet et leur contribution à la consolidation de la paix, d'identifier les facteurs de succès et d'échec et de proposer des mesures correctives afin

d'améliorer les performances pour l'atteinte des résultats initialement prévus. Enfin, elle permettra de capitaliser les bonnes pratiques et les leçons apprises pour les projets PBF en cours et la planification de nouveaux projets.

## Méthodologie

Les normes et standards d'évaluation du Groupe des Nations Unies pour l'Évaluation (UNEG) et des principes d'évaluation de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) ont servi de guides à cette évaluation. Suivant une approche non-expérimentale, elle s'est déroulée en trois phases : (i) Démarrage, (ii) Collecte de données primaires et atelier de debriefing des principaux constats à Bangui ; (iii) Analyse des données et production du rapport final d'évaluation. Les aspects contractuels et de planification ont été analysés durant la phase de démarrage. Les méthodes mixtes quantitatives et qualitatives ont été adoptées pour la collecte des données primaires. Des entretiens semi-structurés individuels et de groupes à l'aide des questionnaires en face-à-face, et par téléphone WhatsApp et Skype, ont été conduits auprès de 78 personnes dont 44% d'hommes et 56% de femmes. Les organisations féminines représentent 61% dont 40% d'hommes et 60% de femmes bénéficiaires des interventions du PBF2. Les données quantitatives désagrégées par sexes dérivent de l'exploitation ou analyse documentaire. L'analyse thématique et de contenu à partir d'un cadre analytique spécifique a été appliquée aux données qualitatives et secondaires. Les réponses qualitatives ont également été validées avec des informations quantitatives. Toutes les analyses sont basées sur le genre et les données sont désagrégées par sexe. Enfin, la triangulation (entre sources, méthodes et informations de terrain) a été appliquée aux données obtenues.

## Résultats et conclusions

Le projet conjoint est très pertinent par rapport aux objectifs lesquels sont alignés aux politiques et cadre de programmation du Gouvernement Centrafricain notamment le RCPCA en matière de relèvement et de consolidation de la paix, la stratégie nationale genre 2019-2022 et la stratégie nationale genre et élections 2020-2022 ; et la priorité nationale 1 en matière de paix, sécurité nationale et réconciliation de l'UNDAF 2018-2021. Bien plus, le projet est pertinent et adapté aux besoins des femmes centrafricaines pour leur participation et la promotion de la gouvernance locale inclusive, la consolidation de la paix et la cohésion sociale.

La mise en œuvre du projet a été très efficace car il a favorisé l'amélioration du cadre légal et les lois sur les élections à travers l'implication de l'Autorité Nationale des Elections (ANE), le ministère de la promotion de la femme et la cour constitutionnelle, les leaders des partis politiques, les organisations des femmes et les

relais communautaires. L'existence du code électoral sensible au genre, l'acceptation des femmes sur les listes des partis politiques, l'engagement des femmes aux affaires politiques sont autant de changements attribuables au projet et qui sont favorables à la gouvernance locale inclusive et à la consolidation de la paix.

L'évaluation trouve le projet très efficient. Cette efficacité a été soutenue par plusieurs synergies mises à profit par l'équipe de coordination ONU Femmes et PNUD, les entités gouvernementales, le secrétariat de PBF et les OSCs. En outre, la mise en œuvre et le suivi du projet ont été facilités en provinces par la mise à profit des bureaux terrains du PNUD. Enfin, l'approche de sélection des partenaires de mise en œuvre en fonction des expériences et de leurs expertises dans des projets impliquant les organisations de femmes, via la signature des accords de partenariat ont été des atouts catalyseurs.

En termes de durabilité, les capacités techniques et logistiques de l'ANE sur la base de la Stratégie genre 2019-2022 et les synergies locales, l'installation et la formation des volontaires et des coaches pourront poursuivre les acquis du projet s'ils reçoivent des suivis réguliers. Par ailleurs, l'ensemble des parties prenantes sont sensibilisées sur l'importance de la réconciliation pour une paix durable. Aussi, le code électoral sensible au genre et la décision de la cour constitutionnelle, les actes de naissance nécessaires à l'établissement des pièces officielles délivrés aux bénéficiaires sont des éléments durables.

Cependant, la pérennisation des acquis du projet nécessiterait l'intégration des volets d'alphabétisation et d'autonomisation économique pour renforcer les capacités de résilience des femmes candidates et leur engagement politique.

Les aspects genre, équité et droits humains ont été intégrés dans la conception et la mise en œuvre des activités du projet, en impliquant toutes les catégories socioprofessionnelles notamment les leaders des OSCs, les personnes âgées, les groupes religieux chrétiens, musulmans et peulhs durant les sessions de formations pour promouvoir les changements de comportement.

Le projet conjoint a assuré une participation inclusive des organisations de bénéficiaires, les OSCs et les relais communautaires avec l'appui des partenaires de mise en œuvre du projet. Des contrats de collaboration ont été signés avec ces derniers pour préciser le cadre et le plan de travail.

Enfin, les personnes vivant avec un handicap ont été impliquées dans la conception et la mise en œuvre des activités du projet. Nonobstant, les personnes vivant avec un handicap physique n'ont pas été sélectionnées comme coaches et volontaires à cause des exigences de ces fonctions. Des VBGs sur la participation des femmes aux élections ont été relevés à Sibut et Bossangoa, et plusieurs partis politiques sont encore réfractaires à l'inscription des femmes sur leurs listes. L'évaluation relève aussi que le niveau d'analphabétisme notamment des femmes les rend davantage très vulnérables.

## Leçons apprises

- Dans un contexte fragile et fréquemment sensible, la conjugaison des efforts via des synergies entre les acteurs d'appui à la consolidation de la paix et au développement a favorisé des résultats meilleurs et multisectoriels dans un processus de promotion de gouvernance locale inclusive et de leadership féminin.
- L'approche participative et inclusive de tous les acteurs clés dans la promotion de la participation politique des femmes aux élections en situation de crise a été une force particulièrement dans un contexte où le processus démocratique en RCA demeure fragile.
- L'implication des relais communautaires (chefs religieux et traditionnels) a été un outil efficace à la réussite de plusieurs activités de sensibilisation dans un processus de mitigation des pesanteurs socioculturelles, de réconciliation et de consolidation de la paix, et surtout d'incitation des femmes à s'inscrire et se porter candidates aux élections locales.

## Recommandations

### (a) Recommandations stratégiques

**RS1 (ONU Femmes):** *Intégrer les volets d'autonomisation des femmes avec les activités de diversification des revenus des bénéficiaires pour les prochains projets par:*

- La formation aux petits métiers;
- La promotion des caisses d'épargne rotatives ;
- Appuis aux petits commerces locaux ;



**Photo 2 :** Observation directe des mégaphones distribués aux femmes leaders à Sibut.

**Source :** Equipe d'évaluation

Mise en place des champs communautaires pour de larges organisations de femmes particulièrement en provinces.

**RS2 (PNUD et ONU Femmes):** Intégrer systématiquement les programmes d'alphabétisation dans les activités de formation pour contribuer à réduire le niveau de vulnérabilité des femmes et jeunes filles.

**RS 3 (PNUD et ONU Femmes):** Capitaliser les acquis du projet et envisager la possibilité de duplication dans d'autres préfectures du pays pour préparer les élections municipales 2021:

- Mise en place des mécanismes de vulgarisation et de diffusion des textes et législations aussi en langue locale pour sensibiliser davantage les populations sur les élections futures;
- Financer la communication de ces textes même en langue locale dans les médias (radios, télévision et presses);
- Prévoir des tables rondes et panels avec des relais communautaires pour inculquer les changements de mentalité et réduire les pesanteurs socioculturelles.

## (b) **Recommandations opérationnelle (RO), ONU Femmes**

Prévoir les Suivi post- formations des organisations de femmes leaders formées pour une forte préparation dans les échéances électorales (législatives et municipales) par:

- Déroulement des séances de démonstration sur l'utilisation des mégaphones;
- L'intensification des activités de sensibilisation à l'endroit hommes et relais communautaires;
- Implication des masses médias pour plus de communication notamment en langue locale;
- Suivi continue des coaches et volontaires politiques durant les campagnes électorales;
- Distribution des modules de formation sous forme numérique aux partenaires et relais locaux pour l'extension sessions de formation à d'autres bénéficiaires dans d'autres localités.

Ce projet a réussi à créer un environnement où les hommes font confiance aux femmes pour leur contribution à la gouvernance locale. Plusieurs femmes ont accepté et se sont engagées en politiques alors qu'avant plusieurs d'entre elles pensaient que ce sont les hommes qui doivent faire la politique. Nous avons des hommes engagés et qui collaborent pour identifier les femmes leaders et les encouragent localement. Ici à Bambari, la présidente des femmes peuls est candidate aux législatives.

*Propos d'une femme membre d'une organisation bénéficiaire à Bambari*

« Les femmes de Sibut tout comme les autres femmes centrafricaines des zones rurales pensaient qu'elles n'avaient pas le droit et le devoir de faire de la politique. Mais grâce à ce projet, elles se sentent capables d'intégrer la vie politique avec assurance. Comme preuve avancée, nous avons le dépôt de la candidature d'une femme pour être députée dans la circonscription de Sibut et 5 autres femmes se sont ralliées avec les candidats masculins pour être leurs suppléantes aux élections législatives de décembre 2020. A cela s'ajoute la présence des femmes dans les municipalités comme conseillère dont 2 au centre de Sibut et 2 autres à Ngoumbélé située à 15 km de la ville. »

*Une interviewée membre d'une organisation féminine à Sibut.*



Nations Unies  
Consolidation de la paix  
UN PBF - Fonds pour la  
Consolidation de la Paix



# FEMMES, ARBRES DE PAIX : Pionnières de la gouvernance locale inclusive en RCA (2018-2020)



Nations Unies  
Consolidation de la paix  
UN PBF - Fonds pour la  
Consolidation de la Paix



Au service  
des peuples  
et des nations